A man with a grey beard and a dark sweater is sitting at a desk. In the foreground, there is a large, colorful figurine of the cartoon character Zep. The man is looking towards the camera with a slight smile. The background shows a desk with various drawing supplies and a wooden beam structure.

Zep ou l'humanité dessinée

4 — Lutter contre la spirale de l'endettement

18 — Nicole, une Lionne qui se bat pour s'en sortir

— Sommaire

Éditorial 3
L'endettement renforce le poids des inégalités _ Pierre-Alain Praz

4–13 

Endettement

Lutter contre la spirale de l'endettement 4-7

Avoir des dettes n'est plus une exception. En 2024, face à la hausse du coût de la vie en Suisse, contracter un ou des crédits semble être la panacée jusqu'au plongeon. Caritas le constate au quotidien et aide les personnes concernées à s'en sortir.

C'est le printemps! 8

Commentaire de Corinne Jaquiéry - Rédactrice en chef.

Recette 8

Dosa_ crêpe du sud de l'Inde.

Zep: «Le dessin m'a ouvert au monde» 9-11

Sa main balance constamment entre le crayon et les cordes de guitare, mais le bédéiste genevois a conquis une notoriété internationale grâce à son alter ego dessiné: Titeuf.

Une mobilité sociale et durable 12

La Suisse doit concevoir une mobilité à la fois respectueuse du climat et abordable pour les personnes à faibles revenus.

Phanee de Pool 13

Irradiante de vie, la «slappeuse» biennoise qui vient de sortir son troisième album Algorithme a le sens du partage.

14–24

Parlons Cash 14-15

Une aide pour diminuer l'endettement, les poursuites et le tabou financier qui les entoure.

«Vers Vous» pour faciliter l'accès au dispositif social et lutter contre le non-recours 16-17

De nouvelles permanences sociales à Lausanne et Renens ont été mises en place pour faciliter l'accès au dispositif social existant ainsi que lutter contre le non-recours d'une population précarisée.

Nicole: une Lionne qui se bat pour s'en sortir 18-19

En juin 2022, la Maison des Lionnes a ouvert ses portes pour accueillir des femmes ayant connu ou connaissant la précarité. Nicole témoigne.

Centre d'appui social et d'insertion 20-21

Créer une synergie salubre entre équipes professionnelles, bénévoles et bénéficiaires pour rétablir les liens sociaux.

Appels à votre soutien 22-23

Couverture: © Sedrik Nemeth

— Impressum

Caritas.mag - le magazine des Caritas de Suisse romande (Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Vaud) paraît deux fois par an.

Tirage global: 50'070 - Tirage Caritas Vaud: 8215 ex.

Responsable d'édition: Pierre-Alain Praz - Directeur de Caritas Vaud. Rédactrice en chef: Corinne Jaquiéry.

Rédaction: Céline Hostettler et Joëlle Jungo. Photos: Sedrik Nemeth, Caritas Vaud. Corrections: Florence Marville.

Graphisme et mise en page: Fluide Communication, Givisiez. Impression: PCL Presses Centrales SA.

Caritas Vaud - Chemin de la Colline 11 - 1007 Lausanne. Téléphone: 021 317 59 80 - www.caritas-vaud.ch.



L'endettement renforce le poids des inégalités

— Pierre-Alain Praz - Directeur de Caritas Vaud

Chères lectrices et chers lecteurs,

En 2020, l'OFS indiquait que près de 43% de la population suisse vivait dans un ménage avec au moins une dette.

Si une partie de la population est endettée par une hypothèque, une grande partie est endettée, voire surendettée, pour des raisons intrinsèques à notre système. Les chiffres montrent que 86% des personnes qui ont consulté un membre de Dettes Conseils Suisse en 2022 ont un revenu total inférieur au revenu médian suisse. Un salaire bas, un événement critique ou un manque de connaissance du système administratif complexe sont les causes premières du surendettement. La dette n'est donc pas que le résultat d'un accident ou d'une mauvaise gestion, comme on peut le penser, mais elle est un rouage d'une structure économique et normative permettant de maintenir des inégalités sociales.



© Caritas Vaud - 2021

Il est bon de préciser que la majorité des dettes des personnes qui viennent nous consulter sont toujours dues aux impôts et aux primes d'assurance-maladie. Le coût de la vie en Suisse, en particulier du logement, est difficile à supporter pour celles et ceux qui ont un faible revenu. Ces personnes développent des stratégies économiques précaires qui, en cas de déstabilisation, peuvent vite engendrer des dettes.

À Caritas, nous accompagnons et soutenons les personnes endettées. Nous sommes témoins de l'emprisonnement qu'elles subissent quotidiennement en vivant sous le poids des dettes. Leur santé mentale et physique en est impactée, bien que cet aspect soit encore trop négligé. Il nous apparaît donc indispensable de repenser notre système normatif afin de mettre en place des mesures systémiques de prévention au surendettement.

Certains cantons, à l'instar des cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel ont pris le problème à bras le corps pour en faire une politique publique. La Confédération examine également des changements de loi afin d'introduire l'impôt dans le calcul du minimum vital et de mettre en place une procédure de libération des dettes accessible aux personnes ayant un faible revenu. Récemment, une révision de la LAMal a libéré les jeunes adultes de l'obligation d'assumer les dettes contractées par leurs parents auprès de l'assurance-maladie.

Ces propositions sont positives et nous les soutenons pleinement. Elles constituent de petites avancées vers une considération du surendettement comme un problème sociétal et systémique, et non plus comme la seule responsabilité des individus.



Lutter contre la spirale de l'endettement

— Textes: Corinne Jaquiéry - Photos: Sedrik Nemeth

Avoir des dettes n'est plus une exception. En 2024, face à la hausse du coût de la vie en Suisse, contracter un ou des crédits semble être la panacée, jusqu'au plongeon. Caritas le constate au quotidien et aide les personnes concernées à s'en sortir.

Hausse de la prime d'assurance-maladie, du loyer, de l'électricité, de la nourriture, sans compter les frais de garde des enfants ou l'achat de vêtements; depuis deux ans en Suisse, la vie est devenue beaucoup plus difficile pour les personnes et familles vivant avec un petit ou moyen revenu. En 2023, les poursuites pour le non-paiement de factures ont augmenté d'environ 10%. Et en vingt ans, leur nombre a doublé.

«Il y a une tendance à la hausse du montant de l'endettement», explique Joëlle Renevey, assistante sociale, responsable du service de gestion de dettes et désendettement et membre du Comité de direction à Caritas Fribourg. Comme c'est le cas des autres Caritas de Suisse romande dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Vaud et du Jura, l'aide au désendettement est une des prestations parmi les plus sollicitées de son organisation régionale.



Une progression alarmante

«Il y a vingt ans, le montant moyen des dettes des personnes qui venaient nous demander conseil oscillait entre 20'000 et 30'000 fr. Aujourd'hui, il n'est pas rare qu'il atteigne 85'000 fr. Ce qui complique notre travail, c'est qu'il y a aussi beaucoup plus de créanciers par situation. Ils sont également devenus plus durs à la négociation. On pouvait autrefois proposer la moitié de la dette pour solde de tout compte et un grand nombre de créanciers l'acceptaient. Maintenant, c'est de moins en moins le cas», note Joëlle Renevey qui précise: «Les cartes de crédit sont problématiques quand elles deviennent le moyen de se nourrir. Quand on n'a plus d'argent pour faire ses courses, c'est pratique d'utiliser une carte de crédit, alors qu'on a des arrangements de paiement partout ailleurs avec son propriétaire, son dentiste, son assurance-maladie ou ses impôts. Tant qu'on n'est pas encore identifié comme mauvais payeur, on peut toujours prendre d'autres cartes de crédit jusqu'à des montants pour nous incompréhensibles.»

Hans, 51 ans, employé de commerce_

«À 21 ans, j'ai dû m'endetter pour reprendre la ferme de mes parents. À 35 ans, j'ai divorcé. J'ai commencé à négliger mes obligations administratives. Je ne remplissais plus ma déclaration d'impôts. Les premières poursuites sont arrivées, puis les premiers actes de défaut de biens. Un accident m'a contraint à abandonner ma ferme. J'ai reçu une rente AI. Plus tard, en accord avec la SUVA, elle m'a financé une reconversion professionnelle que j'ai terminée avec succès en été 2023 et j'ai pu assainir mes dettes grâce au soutien de Caritas Fribourg.»

Joëlle Renevey, responsable du service de gestion de dettes et désendettement et membre du Comité de direction à Caritas Fribourg.

Suite en page 6.





*Un billet dans
son porte-
monnaie peut
s'apparenter
à une bouée
de sauvetage
dans une mer
déchaînée...*

Extrait du livre
Basse naissance
de Kerry Hudson

Billet d'humeur



SQUID GAME

— Texte: Coline de Senarclens

Par moments, on a l'impression de vivre dans une société dystopique, et c'est le cas quand on regarde la gestion politique, et, n'ayons pas peur des mots, l'organisation du surendettement en Suisse. Comment imaginer que dans un pays riche comme le nôtre, plus d'un demi-million de personnes sont concernées par le surendettement? Eh bien, c'est simple: c'est le produit d'une idéologie et de choix politiques.

Des sociétés de recouvrement en roue libre, une justice mal équipée, un système permettant aux créanciers de faire ce qu'ils veulent, des banques qui prêtent illégalement à des gens incapables de rembourser... et un Conseil fédéral qui renvoie la responsabilité de tout ça à l'individu.

Le pauvre, le surendetté, c'est celui qui gère mal son argent. La doxa de la responsabilité individuelle, quand bien même elle expose David à un Goliath aux super pouvoirs, on n'y touche pas.

Des abus? Vous n'avez qu'à vous opposer aux poursuites abusives – à vos frais, bien entendu. Vous n'avez pas les moyens parce que vous êtes surendetté? C'est que vous êtes mal organisé. Si vous prévoyiez d'être pauvre, fallait être riche, parce qu'être pauvre, en Suisse, ça coûte cher.

Et ça rapporte! Les sociétés de recouvrement géraient 9 milliards de créances en 2017, et bien qu'elles ne soient pas très transparentes sur leurs bénéficiaires, ça semble assez juteux. La fabrication des pauvres, c'est un bon marché.

Un demi-million de personnes dans la broyeuse du surendettement, mais pas beaucoup sous la Coupole, alors on ne change rien. Le racket continue. C'est Squid Game, et ça se passe chez nous. ■■■



Selon la conseillère en désendettement fribourgeoise, la loi sur le crédit à la consommation n'est pas toujours bien respectée, même des banques qui ont pignon sur rue. C'est pour cela qu'elle conteste régulièrement des décisions de prêt lors de la constitution d'un plan de désendettement. «Beaucoup de personnes prennent un crédit pour payer leurs dettes et ça, c'est vraiment ce qu'il ne faut pas faire. Les taux d'intérêt sont très conséquents et dès qu'on manque une mensualité, le surendettement peut rapidement s'aggraver.»

Préconisé en trois ans, un plan de désendettement doit s'appuyer sur le revenu d'une personne capable d'assumer les remboursements tout en gardant une vie décente et un minimum de motivation à travailler pour payer ses dettes. Ce ne sont pas forcément des personnes parmi les plus précaires qui se retrouvent surendettées, mais celles qui bénéficient de revenus moyens à supérieurs. Pour elles, les causes de surendettement sont souvent dues à des événements marquant dramatiquement un parcours vie, comme un divorce, un accident grave ou une maladie.

Loris, 33 ans, chauffeur poids lourd_

«J'ai quitté l'école sans diplôme. Je travaillais pour voyager. Au fil des ans, je trouvais de moins en moins de boulot. J'ai regretté mon manque de formation. Le peu d'argent que je gagnais, je voulais en profiter. J'ai laissé de côté impôts et assurance-maladie. Je me suis beaucoup endetté. Je me suis promis que dès que j'aurais un travail régulier, je rembourserais mes dettes. Le jour où j'ai signé mon contrat, j'ai commencé à le faire. Aujourd'hui, je n'ai plus de dettes grâce au plan de désendettement de Caritas.»

Le poids des obligations légales

En Suisse, environ 690'000 personnes, soit 8,1% de la population, vivent dans un ménage ayant plusieurs arriérés de paiement. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), ce sont les personnes à faible revenu, les familles monoparentales, les familles nombreuses et les personnes issues de l'immigration qui sont plus souvent touchées que la moyenne.

Pour Caroline Henchoz, sociologue et professeure à la Haute École de Travail Social de Lausanne (HETSL), spécialiste des questions d'argent et qui mène actuellement une étude sur les liens entre endettement et santé en Suisse dont la sortie est prévue cet automne, il y a un défaut d'information sur notre système, que cela soit à l'école pour les plus jeunes ou à leur arrivée pour les migrants. «Ce qu'on voit, c'est que les personnes migrantes ou les jeunes ne sont pas forcément fami-

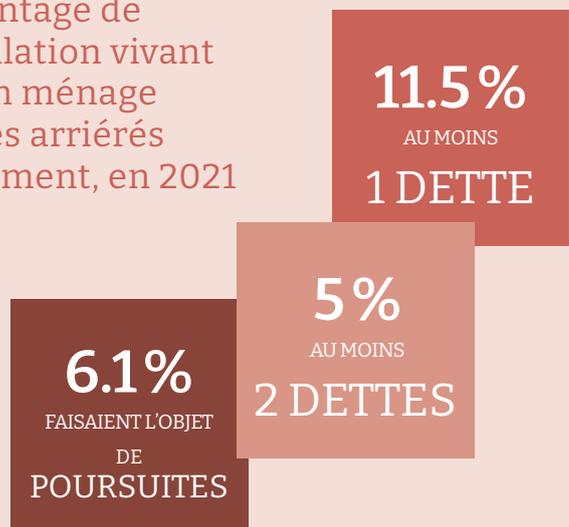
liarisés à ce que cela implique de devenir citoyen ou citoyenne suisse à part entière et conscients qu'il y a des charges à payer. Ils l'apprennent sur le tas, souvent quand ils reçoivent des rappels. Ensuite, cela prend du temps pour qu'ils mettent en œuvre certaines procédures pour essayer de régler leurs factures. Et parfois, c'est déjà trop tard...»

Kevin, 28 ans, informaticien_

« Mon premier crédit, c'était 8000 fr. pour payer mes impôts. J'avais 22 ans. Je gagnais bien ma vie, mais je dépensais tout, notamment pour jouer en ligne. Je rembourse encore aujourd'hui. Il faut demander de l'aide à ses proches avant de s'endetter auprès des banques de petits crédits qui exigent d'énormes intérêts si vous ne parvenez pas à rembourser à l'échéance. À l'école, il faudrait des cours pour la gestion de nos finances comme Caritas le fait.»

En 2021, les dettes fiscales comptaient parmi les arriérés de paiement les plus fréquents: 5,8% de la population a un arriéré d'impôt. Par ailleurs, 4,8% de la population vit dans un ménage ayant au moins un arriéré sur les primes d'assurance-maladie. Les arriérés de paiement sont en revanche assez rares pour le loyer et les intérêts hypothécaires (2,9% de la population). «Au fond, ce qui est vraiment étonnant, c'est que ce sont les dettes d'État qui pèsent le plus sur la santé des ménages suisses. Gérer ses dettes prend beaucoup de temps. Or avec une santé dégradée, il devient plus difficile de le faire, ce qui peut mener à une aggravation de la situation financière des personnes concernées», relève Caroline Henchoz qui considère que les personnes endettées sont globalement en moins bonne santé physique et mentale que la population générale, d'où encore des coûts supplémentaires à envisager.

Pourcentage de la population vivant dans un ménage avec des arriérés de paiement, en 2021





Robert, 50 ans, employé communal_

«Je suis tombé dans les dettes quand nous avons eu un enfant. Les deux personnes qui devaient le garder pendant que ma femme travaillait se sont désistées dix jours avant qu'elle ne recommence. Elle a dû lâcher son travail pour s'occuper du bébé. C'était le début de l'enfer. Ma seule solution pour que ma famille mange, c'étaient les cartes de crédit dans les magasins. Les impôts sont devenus un trou noir. Plus de quinze ans plus tard, je rembourse encore mes dettes. Si tout va bien, je devrais avoir fini dans une année et demi! »

La chance de pouvoir se désendetter

Heureusement, il semble qu'une lueur d'espoir ait été allumée ce printemps. Le calcul du minimum vital dans la loi sur les poursuites doit intégrer les impôts courants des personnes endettées afin d'éviter la création de nouvelles dettes. Le Conseil des États vient d'adopter tacitement une motion de commission allant dans ce sens.

De plus, l'effacement des dettes pourrait devenir possible pour les personnes lourdement endettées. «Pour la plupart d'entre elles, les procédures d'assainissement existantes ne permettent pas de se désendetter», indique Pascal Pfister, secrétaire général de Dettes Conseils Suisse. «Elles sont endettées à vie. C'est un grand gaspillage de leur potentiel. C'est pourquoi il est urgent de mettre en place un système qui leur permette de prendre un nouveau départ. Le Conseil fédé-

ral souhaite introduire une procédure aux conditions d'accès strictes qui permettrait l'effacement des dettes à l'instar de ce qui se fait en Autriche et en Allemagne. Sous certaines conditions, le créancier serait obligé d'accepter une réduction de la dette. Le débiteur serait saisi pendant quatre ans et ne recevrait que le minimum vital, afin de rembourser le créancier. Passé ce délai, la dette restante serait effacée.»

Le mot de la fin revient à Céline Vara, présidente de Dettes Conseils Suisse, membre de la Commission des affaires juridiques du Conseil des États qui se réjouit. «La prise en considération des impôts dans le calcul du minimum vital est non seulement sensée, mais elle représente surtout la clé de voûte du désendettement et permettra aux débiteurs et débitrices de mener une vie décente en honorant leurs dettes tout en visant un désendettement durable. Je peux le dire haut et fort: le désendettement profite pleinement à la société, à l'économie et à la santé!»



Fact Checking



C'EST FAUX!

Les jeunes d'aujourd'hui sont sans limites. Elles et ils dépensent excessivement pour jouer en ligne, s'acheter des vêtements, des jeux vidéo ou des gadgets. Elles et ils contractent une multitude de petits crédits, s'endettent et se surendettent par négligence.



0800 708 708
SOS
info dettes
Consultation
téléphonique gratuite
de Caritas



C'EST VRAI!

Les jeunes ont des dettes parce que leurs parents sont pauvres et qu'ils n'ont pas eu les moyens de les aider à entrer dans la vie active. Ces jeunes ont souvent une méconnaissance des factures incontournables à régler comme les impôts ou l'assurance maladie. Elles et ils sont surexposés à une consommation facilitée pour valoriser leur statut social. Il y a une forme d'acharnement de l'État à exiger un remboursement des dettes quels que soient les conditions financières et le contexte dans lequel vivent ces jeunes. Une raison supplémentaire de s'endetter encore plus.



La recette
savoureuse et bon marché

Dosa

— Par Joël Bovey, diététicien

Crêpe du sud de l'Inde.

Ingrédients_ Pour 4 personnes

Pesto

- 300 g de feuilles vertes_ épinard, ortie, persil...
- 100 g de graines_ amande, coco, tournesol...
- Un peu d'huile et des épices_ cumin, curcuma...

Dosa

- 400 g de lentilles (jaunes ou orange)
- 800 g d'eau
- Des épices et/ou légumes

1. Mixer ensemble tous les ingrédients du pesto.
2. Rincer les lentilles puis les mixer avec l'eau et les épices pour obtenir une « pâte à crêpes ». Ajouter de l'eau selon la texture souhaitée.
3. Verser une partie de la pâte sur une poêle chaude. Étaler à l'aide d'une spatule pour obtenir une surface lisse et fine. Cuire des deux côtés environ 2 minutes.
4. Servir avec le pesto, de la salade et/ou des restes.



C'est le printemps !

— Commentaire : Corinne Jaquiéry
- Rédactrice en chef

Plus moderne, plus claire, plus aérée, mais aussi plus ludique, la nouvelle mise en page du magazine que vous tenez dans vos mains a été élaborée pour vous faciliter l'accès à son contenu. Pensés pour vous alerter sur les réalités de la précarité, les articles qu'il expose définissent nos valeurs et la raison d'être de nos différentes actions.

Notre nouvelle maquette a été conçue par Fluide communication. Son graphisme veut vous donner la possibilité de picorer des informations là où vous en avez envie: ici quelques chiffres, là un témoignage, là encore un reportage.

Avec ses nouvelles rubriques - Billet d'humeur, Fact Checking (vrai ou faux), Recette de cuisine - des éléments graphiques originaux comme des pictogrammes attirent votre regard invitant à suivre le fil qui se tisse entre les sujets. Les articles vous permettent d'approfondir vos connaissances sur la thématique centrale, souvent complexe, que nous abordons semestriellement.

Ce numéro est consacré aux dangers de l'endettement. Une problématique en augmentation malgré l'espoir d'une loi fédérale qui freinerait son emprise. Autrices et auteurs vous en expliquent les ressorts.

Avec des pages communes à toutes les régions dans sa première moitié et des pages régionales - Jura, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud - dans sa deuxième moitié, Caritas.mag souhaite répondre aux questions que vous pourriez vous poser sur nos activités.

Enfin, ses codes QR vous offrent l'opportunité d'aller voir plus loin sur internet ou par l'entremise de vidéos. Contemporaine, attrayante et fonctionnelle, cette nouvelle mouture de Caritas.mag vous propose une expérience de lecture enrichissante qui nous l'espérons vous séduira. ■■■

Zep: « Le dessin m'a ouvert au monde »

— Propos recueillis par Corinne Jaquiéry - Photos: Sedrik Nemeth

Sa main balance constamment entre le crayon et les cordes de guitare, mais le bédéiste genevois a conquis une notoriété internationale grâce à son alter ego dessiné: Titeuf.



Depuis plus de trente ans, un drôle de petit garçon à la mèche rebelle est le héros d'une cour de récréation imaginaire devenue par extension celle de milliers d'enfants dans le monde.

Titeuf, né sous le crayon de Philippe Chappuis, dit Zep (cf. *Led Zeppelin*), pose un regard naïf et curieux sur la société et ses travers, du plus noir au plus rose. Sa liberté d'être se confronte à des thématiques comme le chômage, le sida, la bagarre, les personnes réfugiées... et surtout le zizi, ce qui suscite des débats jusque dans les plus hautes sphères, d'Élisabeth Badinter à Bolsonaro.

Multi-talents, Zep, 57 ans, expose aussi des questions existentielles et environnementales dans de magnifiques romans graphiques et se mue en guitar hero au sein de son groupe *Woohoo*, formé avec sa compagne, la chanteuse Valérie Martinez. Interview.

Comment est née votre passion pour le dessin ?

Au début des années 70, peu d'adultes lisaient des bandes dessinées, mais cela amusait mes parents. Je feuilletais leurs albums avant même de savoir lire. Je dessinais comme tous les enfants. Un jour, j'ai dû réussir un dessin assez bien pour qu'on l'affiche dans la cuisine. À cet âge-là, c'est plus fort que d'être au Louvre ! Je me suis senti tellement fier que j'ai commencé à dessiner tout le temps. J'adorais inventer des histoires. Je ne savais pas encore écrire, mais je demandais à ma sœur d'écrire dans les bulles. Lors des dimanches à table qui s'éternisaient, on me donnait un petit carnet et je dessinais. J'étais content, entouré des gens que j'aimais et qui valorisaient mes dessins. Je me sentais en sécurité. Mes parents m'ont toujours encouragé à dessiner, même si mon grand-père qui était peintre était vraiment trop bohème. Il a abandonné sa famille. Mon père, lui, était très responsable. Il est devenu policier. On avait l'impression qu'avec lui, rien ne pouvait nous arriver.



Aujourd'hui, dans mon atelier sous le toit, j'ai recréé, en plus grand, une espèce de chambre de rêve. Avec ma table à dessin, mes guitares, mes disques, mes bouquins et les dessins des gens que j'aime.

Pourquoi la musique, qui est aussi une passion, n'a-t-elle pas pris le dessus ?

La musique est arrivée plus tard, vers mes 12 ans. Au début, on louait une guitare. Mes parents pensaient que c'était une lubie. Après deux ans, j'ai eu droit à ma première guitare. De fil en aiguille, j'ai joué dans toutes sortes de formations. J'adore ça, même si je suis fondamentalement un solitaire. Le dessin correspond mieux à mon tempérament. Toutefois, ma compagne Valérie Martinez est musicienne. On a eu envie de jouer ensemble. Notre premier disque, *Automatic Songs*, est sorti fin mars.

Lorsque j'ai dessiné Titeuf réfugié pour mon blog, les gens étaient hyper touchés, alors que tous les jours ils voyaient exactement la même chose aux infos avec de vraies personnes.

Êtes-vous nostalgique de votre enfance ?

Non. J'étais pressé de grandir. Titeuf est arrivé par hasard quand je regardais, de mon atelier, des enfants jouer dans la cour de récréation de l'école Jacques-Dalphin à Carouge. C'est ainsi qu'est née l'idée du personnage. J'étais un ex-enfant, mais pas encore père de mes trois enfants. Je ne voulais pas raconter une jolie histoire ou un conte de fées comme un papa peut le faire. Le premier Titeuf ne donne pas la vision d'une enfance idéalisée. C'est une espèce de guide de survie de l'enfance. Je me suis rappelé que les enfants peuvent être cruels. Qu'il y a du harcèlement scolaire ou du racket. Que l'on est parfois bourreau, parfois victime. Au départ, Titeuf était plutôt destiné aux adultes. Je trouvais que cela faisait du bien d'aller revoir ces choses-là. D'en être un peu honteux, mais surtout d'en rire.

Les aventures de Titeuf suscitent le débat jusque dans les plus hautes sphères politiques. Qu'en pensez-vous ?

Il y a toujours eu des détracteurs de Titeuf, depuis le début. C'est une bande dessinée qui ressemble à une bande dessinée familiale dans laquelle on aborde des sujets qu'on n'y aborde pas habituellement. La sexualité, la puberté, les questions sociales, les questions sur la mort, sur le handicap, sur le chômage. Dès que l'on parle de sexe à des enfants, on déclenche des peurs terribles. Quand j'étais enfant, j'aurais aimé qu'on m'en parle. Bien sûr chacun-e a ses limites, mais être détesté par des gens avec qui on ne partage pas du tout les mêmes valeurs – cf. Bolso-

naro qui voulait interdire *Le Guide du zizi sexuel* –, ce n'est pas si mal.

En 2015, dans votre blog pour le journal *Le Monde*, vous avez transformé Titeuf en petit réfugié qui voit son père tué par une bombe. Pourquoi ?

Je trouve que la bande dessinée a aussi le rôle de poser des questions, d'amener une réflexion qui fait prendre un autre point de vue. Si vous montrez des statistiques sur les migrant-es et sur les réfugié-es, la plupart des gens gardent une distance. Avec la fiction, on est beaucoup plus perméable. Quand on lit une histoire, on va devenir le personnage de cette histoire. Lorsque j'ai dessiné Titeuf réfugié pour mon blog, les gens étaient hyper touchés, alors que tous les jours ils voyaient exactement la même chose aux infos avec de vraies personnes.





Pour aller plus loin

Quand vous étiez enfant, avez-vous côtoyé des personnes pauvres ou en marge de la société ?

Pas vraiment, même si ce que mon père nous racontait de son travail de policier nous évoquait une réalité assez anxiogène. C'est plus tard, quand j'étais jeune dessinateur, que j'ai rencontré beaucoup d'associations qui m'ont demandé de dessiner sur les gens dont elles s'occupaient. Cela concernait des chômeurs et des chômeuses, des personnes handicapées, des personnes âgées en passant par des réfugiés. Au début, j'avais peur de sortir de mon atelier, de rencontrer ces gens, pensant les déranger. Les dessiner et raconter leur histoire a été, au contraire, une porte pour entrer dans leur univers. Cette manière de faire a ensuite été mon guide. Le dessin m'a ouvert au monde.

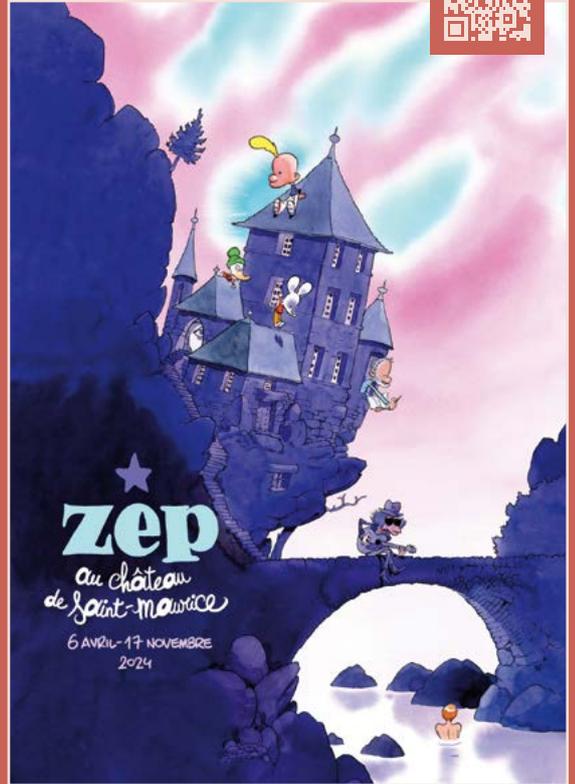
Est-ce que selon vous un dessin peut aider les autres ?

Je pense que cela peut participer à la compréhension du monde et des autres. Ado, j'étais le dessinateur de l'école. Deux élèves de deux classes différentes devaient se battre. Tout le monde attendait fébrilement ce moment. Je les ai dessinés et le dessin a circulé. Toute l'école s'est marrée, même eux. Ils ne se sont finalement pas battus. À ce moment-là, j'ai compris que le dessin pouvait avoir un certain pouvoir. ■



Zep en vidéo
pour Caritas.mag

Pour une grande exposition de son œuvre jusqu'au 17 novembre_



Pour l'album musical_



Pour le dernier Titeuf, tome 18_ Suivez la mèche, Éditions Glénat, 2023.

Pour son dernier roman graphique_ Ce que nous sommes, Éditions Rue de Sèvres, 2022.



Une mobilité sociale et durable

— Texte: Caritas Suisse et Corinne Jaquiéry

La Suisse doit concevoir une mobilité à la fois respectueuse du climat et abordable pour les personnes à faibles revenus.

Dans une nouvelle prise de position début 2024, Caritas Suisse démontre qu'en matière de mobilité, un tournant écologique est nécessaire. Elle présente des propositions concrètes pour une mise en œuvre socialement acceptable.



Pour aller plus loin

Vers une mobilité respectueuse du climat et accessible à toutes et tous



Almanach social 2024



La Loi sur le climat acceptée par le peuple l'été passé stipule que nos émissions doivent se réduire à zéro net d'ici 2050. Les mesures pour y arriver doivent être aménagées de manière socialement acceptable. La participation des personnes au marché du travail et à la vie sociale dépend étroitement de leur mobilité. Elle est actuellement fortement restreinte pour les personnes à faible revenu qui parcourent moins de la moitié des kilomètres parcourus par les personnes ayant des revenus élevés. «La Suisse a besoin d'une politique des transports pensée dans cette perspective de pauvreté», souligne Aline Masé, responsable du service de politique sociale de Caritas Suisse.

L'une des revendications centrales de Caritas est aussi qu'en cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂ pour l'essence et le diesel, une grande partie des recettes soit redistribuée à la population. Il s'agit en effet de «récompenser» les personnes à faibles revenus pour leur comportement respectueux du climat.

Caritas plaide pour la création d'un fonds social pour le climat. Ce fonds serait alimenté par les recettes des systèmes d'échange de quotas d'émission, d'une éventuelle tarification de la mobilité et d'autres mesures basées sur les prix. «Ce fonds permettrait de financer des mesures d'accompagnement des ménages les plus démunis pour participer au tournant de la mobilité», souligne Aline Masé. Caritas estime aussi qu'il est urgent d'introduire des tarifs sociaux pour les transports publics. La CarteCulture de Caritas pourrait servir de justificatif. ■■■



Un instant de bonheur doit être savouré

— Texte: Corinne Jaquéry

Photo: Anne Sophie & Benoît de Rous

Irradiante de vie, la «slappeuse»* biennoise qui vient de sortir son troisième album *Algorithme* a le sens du partage.



«J'ai pris conscience qu'être solidaire avec les autres a forgé mon enfance. J'ai des parents qui ont toujours été dans le partage, notamment quand ils travaillaient dans une radio locale. Leur bonne humeur passait à travers les ondes. Maman a aussi créé Les Cartons du cœur pour le Jura bernois. Je pense que cet état d'esprit m'a imprégnée. Il m'a fait bifurquer dans la police avant de devenir artiste.

Je voulais être journaliste, mais je ne parvenais pas à trouver une place dans un média. Un lundi matin d'hiver, je rêvassais devant la fenêtre. J'ai vu passer une voiture de police qui roulait sous le soleil. Les planètes se sont alignées à ce moment précis! J'ai soudain réalisé que c'était un métier sans routine, sans chômage, fait pour aider la population et qui s'exerçait le plus souvent à l'extérieur. J'ai foncé pour me faire engager.

Au fil des ans, j'ai eu plusieurs interventions difficiles à supporter émotionnellement. J'étais un peu *tire-poisse*. Je ramenaient tout à la maison et cela me faisait du mal. Je songeais à quitter la police quand j'ai balancé *Luis Mariano*, mon premier morceau, sur internet. Très vite, la mayonnaise a pris. J'ai créé un label avec mon père qui gère la partie administrative à la perfection. Peu à peu, les dates de concert se sont multipliées.

Je ne pensais pas que la musique pouvait aider les gens comme je le faisais en étant policière, mais on vient souvent me dire que mes chansons devraient être remboursées par l'assurance. Je donne beaucoup sur scène. Je vois des personnes arriver avec le sourire à l'envers et repartir avec une banane. C'est la plus belle des récompenses. Ce sont des instants de bonheur partagés qui doivent être savourés. Un joli morceau de musique entendu à la radio peut aider à affronter la journée.» —

1989

Fanny Diercksen naît à Bienne.

2016

Compose son premier morceau. Devient Phanee de Pool.



2017

Premier album *Hologramme* au top 20 des ventes d'albums en Suisse romande.

2018

Enchaîne les concerts, du Stravinski à Paléo, de la Belgique en passant par la Corée du Sud.

2020

Album *Amstram* et un prix de l'Académie Charles Cros.

2023

3^e album *Algorithme*. Tous les albums chez Escales Records.

2024

Remporte le Trophée Georges Brassens à Sète. Une première Suisse!

Parlons Cash



— Textes: Céline Hostettler - Photos: Caritas Vaud.

Une aide pour diminuer l'endettement, les poursuites et le tabou financier qui les entoure.

La permanence téléphonique gratuite *Parlons Cash* est une prestation de l'État de Vaud qui permet d'être réorienté vers un soutien social en cas de problèmes financiers. Ce sont les assistant·e·s sociaux·les de l'UNAFIN, du CSP Vaud et de Caritas Vaud qui répondent à cette ligne pour aider, mais aussi déculpabiliser les personnes en proie à des soucis financiers, endettées ou ayant des poursuites.

Qui s'endette?

Un des premiers constats que font les assistant·e·s sociaux·les chez Caritas Vaud est que toute personne, peu importe sa classe sociale, peut s'endetter. Le public reçu en consultation présente des profils variés. En 2022, 43 % sont des personnes seules, 22 % des familles et 16 % des familles monoparentales. La moyenne d'âge des personnes demandant de l'aide est de 42 ans, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Les personnes âgées de 26 à 55 ans constituent plus des trois quarts (76 %) des appelant·e·s.

Si les profils sont variés tant du point de vue de l'âge que du type de foyer, ou encore de la catégorie socio-professionnelle, la grande majorité des personnes en difficulté financière se retrouvent dans cette situation pour des causes indépendantes de leur volonté, autrement dit des «accidents» de vie. Les trois premières raisons de la fragilisation de l'équilibre financier sont les atteintes à la santé, les séparations ou divorces, et le chômage. On peut lister dans une moindre mesure les échecs d'activité indépendante ou une méconnaissance administrative.

En résumé, peu de personnes s'endettent pour des crédits à la consommation dits futiles.

Nadège, assistante sociale référente en gestion des dettes, se rappelle de son a priori quand elle a commencé il y a quatre ans chez Caritas Vaud: «Je pensais qu'une partie des suivis seraient plus faciles et que cela consisterait à éliminer le superflu de personnes qui vivent au-dessus de leurs moyens, qu'il s'agissait de choix compulsifs. En réalité, ce sont des imprévus qui fragilisent la situation financière et les personnes s'endettent pour payer leur assurance-maladie ou leurs impôts.»

Le tabou des dettes dans un pays où « tout le monde est riche »

Nadège constate comme ses collègues qu'il y a également un tabou sur les difficultés financières en Suisse, et cela participe dramatiquement à la souffrance vécue, en plus d'enfoncer la personne dans sa situation. Par honte et culpabilité, bien souvent, les gens tentent de s'en sortir seuls et de ne pas solliciter d'aide, que ce soit celle de leur entourage ou celle du social. Par conséquent, ils vont s'enliser dans

un cercle vicieux qui consiste à prendre parfois d'autres crédits pour pouvoir boucler leurs fins de mois. L'assistante sociale mentionne comme exemple la situation d'un couple de retraités endetté, dans lequel la femme n'avait rien dit à son mari en pensant qu'elle allait s'en sortir toute seule. Elle a toutefois réussi à gérer d'une main de maître les finances et venir à bout de ses dettes; néanmoins,

si elle avait osé appeler à l'aide, elle aurait pu encore améliorer sa gestion budgétaire et faciliter un peu leurs fins de mois très serrées.

Ce cas est malheureusement loin d'être isolé. Mais cette image d'une Suisse «où tout le monde est riche» colle drastiquement à la peau et renforce ce sentiment de double peine pour les ménages en difficulté financière.

Nadège explique que si la situation se dégrade, il vaut mieux appeler la ligne *Parlons Cash* le plus rapidement possible, car il y aura moins de dégâts et plus de marge de manœuvre.





Nadège, assistante sociale spécialisée en gestion des dettes

Parlons Cash

Chez Caritas Vaud, nous répondons à la permanence téléphonique *Parlons Cash*, un programme de l'État de Vaud. Ce premier point de contact permet de comprendre dans les grandes lignes la situation exposée par la personne en difficulté financière et de la rediriger soit vers un·e assistant·e social·e spécialiste en gestion des dettes, ou de l'orienter vers le dispositif de prévention à l'endettement, comme notre mentorat *Tout Compte Fait*. L'objectif est d'accompagner, mais aussi de déculpabiliser la personne.

Cette ligne téléphonique existe depuis 2009, bien qu'elle ne porte ce nom que depuis 2019.

Parlons Cash

Permanence téléphonique gratuite pour toute personne en difficulté financière.

Téléphone_0840 43 21 00
Lundi et mercredi: 08h30-17h00 /
Mardi et jeudi: 08h30-13h00



Bonne nouvelle

Depuis le 1^{er} janvier, la LAMal a été modifiée. Les jeunes qui deviennent majeurs ne sont plus responsables des dettes engendrées par le non-paiement de leurs primes d'assurance-maladie par leurs parents.



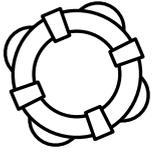
Mauvaise nouvelle

En cas de poursuites avec une saisie de la part de l'Office des poursuites, un minimum vital est calculé pour compter la marge financière pour rembourser ces poursuites. Malheureusement jusqu'ici, les acomptes d'impôts ne sont pas comptabilisés dans ce calcul. Néanmoins, cela pourrait changer prochainement.

Nadège observe une augmentation constante des appels, en particulier en 2023. Deux raisons l'expliquent. La première est probablement que plus de personnes sont au courant qu'elles peuvent demander de l'aide. La seconde est que la demande augmente car de plus en plus de ménages peinent à joindre les deux bouts.

Malheureusement, la problématique risque dans les mois et années à venir de s'accroître. Les crises, comme celle de la pandémie du COVID19, ont des effets à plus long terme en matière de surendettement. Notre expérience, confirmée par les chiffres, nous montre que les personnes tardent à demander de l'aide quand elles rencontrent des difficultés financières. Que ce soit par honte, par méconnaissance des aides possibles, par le recours à des solutions immédiates comme les crédits ou encore par la tendance à surestimer sa capacité à s'en sortir de manière indépendante, ces personnes appellent à l'aide, bien souvent, quand leur situation financière est déjà largement péjorée. Nous faisons notre possible pour que la ligne *Parlons Cash* se fasse connaître et pour déculpabiliser les personnes qui sollicitent notre aide.

P.S.: certaines situations mentionnées dans nos tranches de vie relèvent de ce genre de cas de figure. Votre soutien peut les aider à faire face et à ne pas s'endetter davantage. ■■■



« Vers Vous » pour faciliter l'accès au dispositif social et lutter contre le non-recours

De nouvelles permanences sociales à Lausanne et Renens ont été mises en place pour faciliter l'accès au dispositif social existant ainsi que lutter contre le non-recours d'une population précarisée.

Comment joindre les deux bouts ?

Cette expression familière désigne habituellement l'idée de ne plus réussir à payer ses factures. Mais en prenant un peu de recul, elle pourrait aussi symboliser un écart dans le système social vaudois : d'un côté, des milliers de personnes dans la précarité, voire pauvreté, qui pourraient demander des aides, mais ne le font pas ; de l'autre, un système social aux multiples facettes qui pourrait les soutenir, mais ne le fait pas automatiquement. Dans le jargon, cet écart entre une aide disponible mais dont la personne ne bénéficie pas est appelé le non-recours. Pour diminuer le nombre de cas, une meilleure compréhension est indispensable. Non seulement une meilleure compréhension du système par toutes les personnes dans le besoin qui pourraient en bénéficier, mais également une meilleure compréhension de la part des institutions sociales des raisons qui freinent la population à pousser la porte d'un bureau pour demander de l'aide. C'est là que le projet « Vers Vous » entre en jeu.

Depuis octobre dernier, cette nouvelle prestation, un projet pilote de deux ans soutenu par le canton de Vaud, consiste à déplacer des assistant-e-s sociaux-ales dans des lieux de vie fréquentés par des personnes qui ont très peu de moyens : le Point d'Eau de Lausanne, la distribution alimentaire de l'église Saint-Jacques, notre Épicerie Caritas Vaud de Renens ainsi que la Maison des Lionnes (voir p. 18). En sortant les assistant-e-es sociaux-ales de leur bureau respectif, l'objectif est de permettre à la population concernée d'avoir un premier point de contact privilégié pour être informée, renseignée et orientée vers les prestations et soutiens sociaux auxquels elle pourrait avoir accès. Ce premier point est crucial, car il représente l'un des chaînons manquants pour « joindre les deux bouts » et endiguer petit à petit le non-recours par exemple. Plus une situation difficile peut être gérée rapidement, plus il y a de chances que le ou la bénéficiaire puisse s'en sortir ou a minima stabiliser sa situation au lieu de s'enliser dans un cercle vicieux.



Sophie, assistante sociale, ici à la Maison des Lionnes.



Premiers constats

Célien, assistant social au sein de Caritas Vaud, assure la permanence au Point d'Eau de Lausanne deux demi-journées par semaine. Sur place, les personnes dans la précarité peuvent bénéficier de prestations d'hygiène (douche, lessive, coiffure, etc.) et de consultations médicales (soins infirmiers et médicaux, ostéopathie, soins dentaires, etc.). Depuis octobre dernier, elles sont écoutées et réorientées par lui, en fonction de leurs problématiques sociales. Le public est varié, allant de personnes sans-papiers aux *working poor*. Célien peut également accompagner, dans le cadre de suivis, celles et ceux dans le besoin durant une durée limitée, jusqu'à ce qu'un partenaire prenne le relais ou que la situation soit résolue.

Ce qui frappe le plus le jeune homme est justement cette méconnaissance du système: «Beaucoup ne demandent pas le subside (à l'assurance-maladie), ne sachant pas qu'ils en ont le droit. Certain-e-s ont la crainte erronée qu'ils vont perdre leur travail ou leur statut s'ils le demandent.» D'autres ont une lourde décision à prendre qui pèse dans la balance: un calcul cornélien entre s'endetter pour payer son assurance ou prendre le risque de ne pas s'assurer. On comprend déjà mieux pourquoi il n'est pas si facile de demander des aides pourtant légales.

Beaucoup ne demandent pas les subsides (...), ne sachant pas qu'ils en ont le droit.

Même son de cloche pour Sophie, également assistante sociale au sein de Caritas Vaud, qui travaille dans trois sites différents (l'Épicerie de Renens, la Maison des Lionnes ainsi qu'à la paroisse Saint-Jacques).

Elle rajoute au constat précédent que «les gens sont fatigués et essorés par un système qui les renvoie d'un bureau à l'autre». Parfois, une crainte ou une méfiance des institutions sociales s'installent selon les expériences de chacun-e. Les constats de Célien et Sophie permettent d'étoffer les clés de compréhension qui favorisent le non-recours: par méconnaissance, par honte, par crainte erronée de perdre un travail, par peur de la stigmatisation ou en raison d'un accès compliqué à cause des démarches administratives.



Célien, assistant social, ici au Point d'Eau de Lausanne.

Après ces premiers mois d'activité, ils ont réalisé 127 consultations sociales au cours des 50 permanences effectuées au sein de 4 lieux de la région lausannoise. Si ces permanences sociales sont désormais bien implantées au Point d'Eau de Lausanne, elles doivent encore se faire davantage connaître du réseau et des usager-ère-s pour les autres lieux. Au fil du temps, une confiance s'installera en même temps que le bouche-à-oreille fera son chemin auprès de celles et ceux qui en ont besoin. Mais les premiers résultats sont encourageants et la nécessité d'un tel dispositif n'est plus à mettre en doute. ■■■

Nicole* : une Lionne qui se bat pour s'en sortir



En juin 2022, la Maison des Lionnes a ouvert ses portes pour accueillir des femmes ayant connu ou connaissant la précarité. Nicole témoigne.

En collaboration avec les travailleurs sociaux et travailleuses sociales de Rel'aids (Fondation Le Relais) et la Ville de Renens, un groupe de femmes qui se battent pour retrouver une stabilité a décidé de s'appeler « les Lionnes », donnant ainsi son nom à cet hébergement de transition et communautaire. La maison dispose aujourd'hui d'un étage réservé à des chambres de transition permettant à quelques femmes d'être logées le temps de retrouver leur propre chez-soi, et le rez-de-chaussée destiné à accueillir des activités afin de permettre à ces mêmes femmes, comme à d'autres, de se rencontrer, d'échanger et de s'entraider.

Arrivée dans la maison en décembre 2023, Nicole livre un fragment de son parcours.

Un horizon qui se dessine

Arrivée seule en Suisse en mai 2023, Nicole, 52 ans, vivait grâce aux hébergements d'urgence lausannois qui accueillent les personnes sans-abri pour la nuit. Parmi les nombreuses difficultés liées au sans-abrisme en période hivernale, Nicole était contrainte de faire des tours en bus, seule solution pour se réchauffer quand les centres d'accueil ferment à 8h00 du matin.

Une autre difficulté rencontrée en tant que personne sans-abri est qu'il n'est pas possible de déposer une demande de permis. Et sans permis, il n'est pas possible d'obtenir un travail et sans travail, pas de capacité à payer un loyer. Le serpent peut se mordre la queue éternellement.

Heureusement pour Nicole, elle a pu intégrer un premier hébergement de transition, la Maison de Mario, géré par la Ville de Lausanne. Elle a ainsi obtenu une adresse et a pu déposer une demande de permis, qu'elle a obtenu. À cette époque, elle a découvert la Maison des Lionnes lors des activités communautaires qui y sont proposées plusieurs fois par semaine, comme la couture ou la permaculture. Entre-temps, elle a commencé

à travailler sur appel par l'intermédiaire d'une société privée en tant qu'aide à domicile. Mais après avoir passé le temps de séjour maximal, soit six mois, à la Maison de Mario, elle a dû trouver en urgence un autre logement. À cette période, elle passait du temps presque tous les jours à la Maison des Lionnes en participant aux diverses activités. Grâce à son travail, elle a pu intégrer une des chambres de transition de la Maison et y est entrée en décembre dernier.

Elle en est très reconnaissante, comme elle en témoigne aujourd'hui :

« Je remercie beaucoup Caritas Vaud et en particulier cette Maison des Lionnes : cela sauve beaucoup de femmes. Ici, on se sent à l'aise, confortable et protégée. »

À l'heure actuelle, Nicole ne peut pas décrocher un CDI dans un CMS ou un hôpital, car elle n'a pas le nombre d'heures de formation requises. Grâce à un coup de pouce de Caritas Vaud, elle suit depuis février 2024 une formation à la Croix-

Quand je vois les sourires des client·es, ça me redonne de la vie.

Rouge vaudoise qui certifiera ses compétences dans le domaine de la santé et lui permettra ainsi de décrocher le précieux sésame : un CDI en tant qu'auxiliaire de santé avec un salaire fixe, condition préalable pour pouvoir obtenir un jour son propre appartement.





Nicole dans la pièce commune
de la Maison des Lionnes

Depuis janvier, cette Lionne a également décidé de s'investir en tant que bénévole dans notre Boutique de vêtements de seconde main, à l'avenue de Morges 33 à Lausanne. Cette activité lui fait également du bien car comme elle l'explique, elle aime le contact et pouvoir aider d'autres personnes.

«Dès que j'arrive à la Boutique, ça me déstresse. Quand je vois les sourires des client-e-s, ça me redonne de la vie.»

Dès lors, entre son activité bénévole, sa formation et sa participation aux diverses activités de la Maison des Lionnes, un horizon se dessine et une stabilité s'installe petit à petit :

«Si je n'avais pas trouvé la Maison des Lionnes, j'aurais chaviré... dans tous les sens du terme. La Maison des Lionnes est une grande aide morale et physique, j'ai retrouvé la stabilité, j'ai récupéré l'espoir et l'estime de moi-même.»

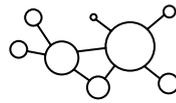
Grâce à la stabilité que lui apporte la Maison des Lionnes et une fois sa formation terminée en juin 2024, Nicole pourra dès lors aller de l'avant et continuer à reconstruire sa vie, elle qui est arrivée en Suisse seule en mai 2023. Comme pour Nicole, de nombreuses personnes auraient besoin d'un hébergement de transition afin de pouvoir retrouver une stabilité, même précaire, sur plusieurs mois, et sortir du cercle vicieux du sans-abrisme. ■■■

* Nom d'emprunt



Pour en
savoir plus

Centre d'appui social et d'insertion



Créer une synergie salubre entre équipes professionnelles, bénévoles et bénéficiaires pour rétablir les liens sociaux.

Nos centres de jour animés par des équipes socioprofessionnelles proposent des ateliers (cuisine, peinture, artisanat...) permettant de rétablir des contacts sociaux précieux et d'acquiescer de nouvelles connaissances. La volonté d'avoir des bénévoles présent-e-s permet également d'ajouter une plus grande diversité de parcours dans les rencontres et les échanges, créant ainsi un climat salubre pour les bénéficiaires.

Le centre d'appui social et d'insertion de Nyon (CASI)

À Nyon, notre centre est animé par des équipes socioprofessionnelles complétées par des bénévoles, supervisant et animant diverses activités.

Alexandre, chef d'unité de ce CASI, explique l'importance de créer une dynamique bénéficiaire-bénévole: «Ce n'est pas parce qu'on a besoin d'aide que nous engageons des personnes bénévolement. Leur présence accélère le processus d'intégration et de réinsertion des personnes en mesure qui viennent dans notre centre. Elles se sentent moins stigmatisées et gagnent encore davantage confiance en elles.»

Par exemple, dans la cuisine du CASI de Nyon, Ghislain, encadrant socio-éducatif, anime cet atelier pour des personnes en mesure d'insertion avec l'aide de bénévoles qui viennent aussi préparer les repas.

Il délègue notamment à Alexander, en mesure d'intervention précoce (mesure AI de trois mois). Alexander a été formé en maintenance industrielle. Après deux ans de pression professionnelle, de rythme de travail trop stressant dans une organisation fonctionnant aux 3 x 8 h, il est victime d'un burnout dont il se remet lentement. Il se reconstruit en se ressourçant dans la nature et également grâce à son activité au CASI:

«Je me sens à l'aise ici, j'aime l'ambiance qui y règne: détendue, mais sérieuse, c'est tout ce dont j'ai besoin, ça me permet de ne plus penser à mes problèmes.»

Cette ambiance agréable et conviviale est notamment amenée grâce aux bénévoles qui participent également à la préparation des repas. Cette dynamique détendue permet de nouer des liens, et d'ouvrir des perspectives aux bénéficiaires qui évoluent dans une équipe hétéroclite, avec des personnes aux parcours, aux réseaux et aux compétences très divers.

Les bénévoles apprécient également ces relations très enrichissantes, comme en témoigne Virginie, bénévole à l'atelier cuisine:

«Le fait de faire quelque chose sans être rémunérée, de ne pas être récompensée par l'aspect financier apporte, à mon avis, plus de motivation et de gratification. Aider quelqu'un à dépasser ses difficultés donne un vrai sens à mon engagement. Ce sont de véritables bouffées de bonheur que je reçois lorsque j'arrive à rendre les choses un peu plus simples pour les autres!»

Ces synergies entre bénéficiaires et bénévoles favorisant le lien social et parfois la réinsertion se retrouvent également dans nos centres de Lausanne, Yverdon-les-Bains et Vevey. ■■■

www.caritas-vaud.ch/casi

*... c'est tout ce dont
j'ai besoin,
ça me permet de ne
plus penser à mes
problèmes.*



Alexander, en mesure AI à gauche et Ghislain, encadrant socio-éducatif à droite

Publicité

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

L'info à vos côtés

-30% sur nos abos aux membres de nos réseaux partenaires
lecourrier.ch/offres

COMPRENDRE LE MONDE, AGIR ENSEMBLE

Appels à votre soutien

En plus de problématiques rencontrées au quotidien, l'augmentation du coût de la vie met en difficulté nombre de ménages... Notre service social accompagne des hommes et des femmes qui ont besoin de votre soutien afin de retrouver leur autonomie. Un grand merci d'avance !

— 492 Permettre à une jeune maman de joindre les deux bouts

Madame C est une jeune maman célibataire. Elle élève avec beaucoup de courage et de positivité son enfant. Des problèmes de santé importants ont occasionné des frais médicaux imprévus et sont aussi à l'origine de sa perte d'emploi. Elle peine à retrouver une stabilité financière et se retrouve en difficulté pour payer ses factures et finir le mois. Une aide de **1200 fr.** lui permettrait de garder son logement.

— 494 Pour aider une maman de deux enfants à finir sa formation

Madame S est maman de deux enfants. Arrivée en Suisse il y a plus de dix ans, elle a traversé de nombreuses difficultés. Elle travaille dans les soins, s'y épanouit et a investi dans une formation. Madame S la finance seule. Une séparation difficile et des difficultés financières fragilisent son équilibre. Elle ne peut plus payer les dernières factures de ses études. Sans ces règlements, elle ne pourra pas obtenir son diplôme. Votre générosité pour un montant de **1600 fr.** permettra à Madame S d'obtenir son diplôme, avec à la clé un emploi mieux rémunéré pour enfin sortir la tête de l'eau.

— 496 Une santé qui se dégrade de jour en jour

Madame M est dans une grande précarité. Elle accumule les problèmes de santé qui l'éprouvent quotidiennement. L'année dernière, elle a fait un AVC et a perdu l'usage de son œil droit. Œuvrant dans l'économie domestique, Madame M ne peut plus travailler autant qu'avant et arrondir ses fins de mois avec des travaux de couture. Elle fait son possible pour subvenir à ses besoins, mais son état de santé actuel ne le lui permet plus. Cette année, Madame M doit subir deux interventions médicales et investir dans de nouvelles lunettes de vue. Elle craint de ne pas pouvoir en assumer les coûts. Nous faisons appel à vous pour l'aider à améliorer sa santé. Le montant de la demande se monte à **1700 fr.**

— 498 Une jeune étudiante à bout de souffle

Madame B est une jeune étudiante qui se forme dans une école du canton de Vaud. Elle vit dans une pauvreté alarmante. Malgré la souffrance et l'impact que ses conditions de vie ont sur sa santé psychique, elle maintient son niveau d'études. En août 2024, elle aura terminé son long cursus de formation et pourra prétendre à un salaire qui lui permettra de vivre dignement. Afin que Madame B n'échoue pas sur la dernière ligne droite, nous aimerions vous solliciter pour un montant de **910 fr.** Cette somme lui permettrait d'assurer un toit sur sa tête jusqu'à la fin de son cursus.

— 493 Pour que Madame puisse retrouver un nouveau toit et un emploi

Madame G est une femme de 40 ans. Elle tente avec courage et altruisme d'aller de l'avant. Elle a travaillé en tant qu'aide à la personne, à domicile, pour un maigre revenu pour consolider sa situation financière. Ce projet s'est écroulé et elle doit repartir de zéro. Elle ne parvient pas à régler ses charges. Votre soutien l'aiderait à payer quelques factures pour un montant de **1800 fr.** Cela permettrait à Madame G d'entrevoir un nouveau logement, un budget et un projet de vie, afin de reprendre un nouvel élan professionnel.

— 495 Pour que Monsieur puisse se soigner et garder son travail

Monsieur B travaille comme manoeuvre et vit dans le dénuement le plus total, ayant une lourde pension alimentaire à payer avec un maigre salaire. Pour alléger son budget, il a choisi une franchise de 2500 fr. À la suite de problèmes de santé, les factures ont commencé à s'accumuler, et il ne parvient plus à payer toutes ses charges. Il a commencé à limiter les soins pour contenir l'endettement engendré par ses frais de santé. Une aide de **1400 fr.** lui offrirait une chance de se soigner pour mieux affronter le travail pénible qu'il endure.

— 497 Homme sans domicile fixe devant faire face à de gros problèmes de santé

Monsieur E vit en Suisse depuis quelques années. Ses projets ont été mis à mal en raison d'une maladie qui se déploie dans ses membres inférieurs. Il ne peut plus travailler. Pour dormir au chaud, Monsieur sollicite des connaissances et se nourrit par les distributions alimentaires gratuites. Monsieur E s'est déjà fait opérer d'une jambe. Il doit subir une autre intervention cette année pour guérir l'autre jambe. Il est très angoissé par les coûts à venir. Un montant de **1000 fr.** l'aiderait à payer sa franchise et sa participation aux frais médicaux pour l'année 2024. Ainsi il pourrait se rétablir plus sereinement tout en étant conscient que la route reste longue.



— 499 Une pauvreté si bien cachée

La pauvreté cachée existe en Suisse, l'histoire de Madame N le démontre. Chaque matin, Madame N entreprend sa journée dignement, dissimulant la réalité de son quotidien. Vivant dans un petit studio qu'elle partage avec une personne, Madame N dort sur un matelas à même le sol et ne possède quasiment pas de meubles pour ranger ses affaires personnelles. Elle peine à se nourrir, mais se présenter aux distributions alimentaires demeure difficile. Atteinte de plusieurs maladies, Madame N n'ose pas se soigner correctement de peur de ne pouvoir en assumer les coûts. Nous faisons appel à votre générosité pour aider Madame N à s'acheter quelques meubles ainsi que des lunettes médicales pour alléger sa vie si difficile. Le montant de la demande s'élève à **1300 fr.**

— 500 Une maman et son fils en difficulté

Madame M vit seule avec son fils, chez une connaissance. Elle n'a aucune aide de la part du père de l'enfant qui est incarcéré. Elle ne bénéficie d'aucune autre assistance, cumule plusieurs emplois, tente de continuer à avancer, en payant ses factures et sa nourriture, mais elle n'arrive pas à finir le mois. Nous espérons pouvoir l'aider afin qu'elle puisse financer un logement indépendant en attendant de régulariser sa situation professionnelle et de continuer à partager sa vie avec son fils encore mineur. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour une aide de **2000 fr.**

— 501 Un père de deux adolescents désespéré

Monsieur, père de deux adolescents, a de gros problèmes administratifs qui l'empêchent d'avoir des droits. Il essaie courageusement, de sortir de cette situation qui impacte tous les domaines de sa vie. Sa situation est tellement précaire qu'il n'arrive plus à voir ses enfants, car il pense n'avoir rien à leur offrir. Il s'est isolé par pudeur et a perdu le sens de sa vie. Il cherche assidûment à percevoir une lueur pour baigner à nouveau son quotidien de lumière. Les **1000 fr.** récoltés lui permettraient de financer les démarches nécessaires et de renouer avec la vie.

IBAN CH57 0900 0000 1001 5792 5

Merci beaucoup de votre soutien !

Un don, quel que soit le montant, nous permet d'aider des familles ou des personnes en difficulté, dont certaines situations sont présentées ici.

En utilisant le bulletin de versement code QR avec la mention « Appels à votre soutien », vous apportez votre aide par rapport aux situations mentionnées ci-dessus ou semblables si le montant dépasse la demande. Les dons du Caritas.mag d'octobre 2023 ont rapporté la somme de 18'082 fr. **Mille mercis**

Adresses

Centres d'appui social et d'insertion (CASI)

Lausanne et région_ Chemin de la Colline 6, 021 625 46 76

Nyon_ La Côte, Route de l'Etraz 20a, 022 361 03 84

Vevey_ Riviera, Rue du Clos 8, 021 923 78 50

Yverdon_ Nord vaudois, Rue des Uttins 38, 024 447 84 70

Programme DUO_ 021 317 59 80

Service social et assainissement de dettes (sur rendez-vous)

Lausanne_ 021 317 59 80

Morges_ 021 811 04 20 et 021 804 98 98

Nyon_ (locaux CSR), 022 365 77 00

Bex_ (locaux CSR), lundi, jeudi et vendredi, 024 557 27 27

Vevey_ 021 923 78 52

Permanence Parlons Cash_ 0840 432 100

Permanences accueil

Vevey_ rue de Fribourg 11, lu 15h - 18h, me 14h - 17h

Nyon_ route de l'Etraz 20b, lu 14h30 - 17h30, me 9h - 12h,

Accueils de nuit d'urgence

Vevey_ Le Hublot, Avenue de Corsier 20, 021 921 49 00

Yverdon_ La Lucarne, Curtil-Maillet 23, 024 420 33 62

Nyon_ Le Phare, route de l'Etraz 20a, 024 445 01 23
Toutes les nuits, 19h - 8h

Cours de français

Nyon_ 079 621 43 93

Yverdon_ 024 425 32 48

Gland_ 079 621 43 93

Orbe, Chavornay_ 079 289 10 88

Tout compte fait_ 079 342 23 99

Centrale alimentaire de la région lausannoise_ (CA-RL),
chemin de la Colline 11, 021 622 06 22

Épiceries Caritas

Lausanne_ avenue Rond-Point 8

Renens_ rue du Midi 4

Vevey_ avenue Reller 4

Yverdon_ rue d'Orbe 27

Les Boutiques

Téléphone_ 021 622 06 22

Lausanne_ avenue de Morges 33

Lausanne_ rue du Tunnel 9

Clarens_ rue des Vergers 14

Nyon_ rue de la Combe 9

Vevey_ avenue de Corsier 6

Yverdon_ rue de la Maison-Rouge 11

Administration

Chemin de la Colline 11, Lausanne,
021 317 59 80

Services en partenariat

SAJE – aide juridique aux exilés_

Rue Enning 4, Lausanne,
021 351 25 51



Je fais un don!

PARLONS CASH!

«Chacun·e de nous peut être confronté·e à un accident de la vie. Ces événements impactent le budget et peuvent vite entraîner des dettes. Ne restez pas seul·e face à vos problèmes d'argent. Ensemble nous pouvons trouver des solutions.»

Nadège, assistante sociale et répondante
à la ligne téléphonique «Parlons Cash»

**Vous avez des soucis d'argent ?
Appelez gratuitement
la hotline «Parlons Cash» au
0840 43 21 00**

Lu-Me: 8h30-17h
Ma-Je: 8h30-13h

www.parlons-cash.ch